



LA LUTTE DU PEUPLE GUADELOUPÉEN EST AUSSI LA NÔTRE !

Manifestation à Paris lundi 16 février à 18h - Place Clichy

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe connaît un mouvement social sans précédent par son ampleur et sa profondeur. À l'initiative du LKP (Liyannaj kont pwofitasyon, Union contre l'exploitation) un collectif de 52 organisations syndicales, de mouvements politiques et d'associations culturelles, l'île toute entière a entamé une grève générale qui est maintenant entrée dans sa troisième semaine.

Malgré les fins de non-recevoir du gouvernement et du MEDEF local, la population reste plus que jamais mobilisée : les manifestations quotidiennes contre la vie chère ont rassemblé jusqu'à 65 000 personnes à Pointe-à-Pitre (l'équivalent de 9 millions à Paris !)

Cette mobilisation montre que le peuple guadeloupéen ne supporte plus de vivre dans la misère (plus de 100 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté sur une population d'environ 450 000 habitants) et n'accepte plus l'injustice sociale encore plus criante qu'en Métropole. Il refuse le pouvoir colonial exercé par quelques représentants de l'État français qui l'ont toujours traité par le mépris. En conséquence le collectif LKP a proposé une plate forme de 132 revendications dont :

- Le relèvement immédiat et conséquent des salaires, du minimum vieillesse, des minima sociaux,
- La baisse des prix des carburants, de l'énergie, des transports et des loyers,
- La défense et la création d'emplois, la formation notamment pour la jeunesse,
- La défense et le développement de la production locale.

Depuis une semaine, un mouvement similaire contre la vie chère s'est développé en Martinique à l'initiative du "Collectif du 5 Février" constitué par 13 syndicats. À ce collectif viennent de s'adjoindre de nombreux représentants des classes moyennes, des artisans et des professions libérales. Ils luttent pour une réduction de 30% des prix de 100 produits de première nécessité et pour une augmentation générale des salaires de 300 euros nette d'impôt.

Les travailleurs guadeloupéens et martiniquais font preuve d'une détermination sans faille, d'une unité exemplaire et d'un sens des responsabilités impressionnant. Leur lutte mérite le soutien entier et la solidarité active de toutes les organisations syndicales au niveau national.

La grève générale en Guadeloupe et en Martinique, même si elle va bien au-delà, s'inscrit dans le contexte de mécontentement social général qui s'est notamment exprimé le 29 janvier quand 2 millions et demi de manifestants ont défilé à travers la France pour le pouvoir d'achat, contre le chômage, la précarité et le démantèlement du service public... Les salariés de Radio France ont alors été nombreux à se mobiliser contre les menaces qui planent sur leur avenir et celui de tout l'audiovisuel public.

C'est le moment de rappeler qu'à l'heure où le pouvoir s'attaque à l'indépendance des chaînes en nommant directement leurs directeurs, la CGT Radio France est solidaire des personnels de France Télévision qui protestent contre la non-compensation des pertes financières entraînées par la suppression de la publicité. Nous affirmons également notre soutien aux personnels de RFI contre le plan de "modernisation" qui prévoit 206 licenciements. **Enfin nous déclarons notre appui total aux grévistes de RFO Guadeloupe en lutte pour l'amélioration de leur mission de service public, le recrutement, la reprise de la production locale et la valorisation du créole.**